l'Opinion

Une modélisation d'épidémiologistes de l'AP-HP prévoit 85 000 morts en France avec le plan du gouvernement

Ivanne Trippenbach, *L'Opinion*, 29 avril 2020

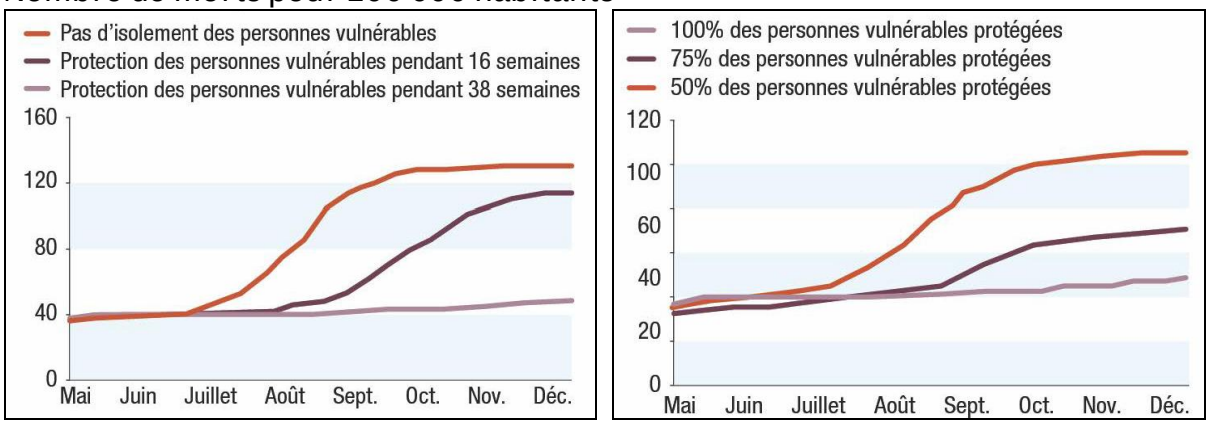
En guise d'avertissement, Edouard Philippe a glissé, mardi, au milieu de son discours sur le plan de déconfinement : «Hier, j'ai reçu du directeur général de la Santé des modélisations moins favorables. Parce que les comportements se relâchent. Parce que la baisse des hospitalisations est trop lente. » Il a appelé à une « extrême prudence ».

Les modélisations épidémiologiques convergent dans les palais de la République. L'une d'elles a circulé à Matignon dans la nuit précédant l'intervention d'Edouard Philippe : un document synthèse de huit pages élaboré par Public Health Expertise, société française spécialisée dans la modélisation des maladies, et une équipe d'épidémiologistes de l'AP-HP et de Columbia University spécialisée sur le Covid-19.

La note intitulée « Que donnera la stratégie actuelle du gouvernement ? » résume l'article scientifique « Lockdown exit strategies and risk for a second epidemic peak : a stochastic agent-based model of SARS-CoV-2 epidemic in France ». Basé sur la génération de modèles la plus évoluée, le document étudie l'impact d'un déconfinement progressif à partir du 11 mai, en prenant en compte le taux d'immunisation collective évalué par l'Institut Pasteur (5,7 %) et la capacité augmentée de lits de réanimation en France (14 000 dont 12 675 dédiés au Covid). Il fournit trois indications essentielles.

Premièrement, prolonger encore le confinement général, même avec une politique de testing efficace, n'apporterait pas de bénéfice sanitaire. Que l'on sorte le 11 mai ou en juillet, les courbes finissent par se rejoindre : les services de réanimation arrivent à saturation et, sans politique forte de gestes barrières, le bilan total pourrait atteindre 200 000 morts. Ce n'est pas ce qu'a choisi le Premier ministre, qui a rappelé mardi que « le respect des mesures de distanciation sociale prendra encore plus d'importance ».

Modélisation de la mortalité cumulée
avec un déconfinement le 11 mai incluant mesures-barrières et port du masque
Nombre de morts pour 100 000 habitants



Pour éviter que le nombre de morts dépasse les 30 000, il faudrait protéger toutes ces personnes vulnérables durant 38 semaines… jusqu'au 8 février 2021 !

Deuxième vague. Deuxièmement, le masque est un outil efficace. Si la population en est dépourvue, la mortalité pourrait toucher à terme 165 000 personnes, même avec les gestes barrières. Avec des masques, le bilan tombe à 85 000 morts. Toutefois, le modèle de l'AP-HP prédit que les services de réanimation arriveraient là encore à saturation, malgré la stratégie « masques, tests, distanciation physique ». Ce triptyque serait donc efficace, mais insuffisant à empêcher une deuxième vague épidémique.

Le troisième scénario aborde le cœur du problème. En isolant les plus vulnérables, c'est-à-dire les quelque 17 millions de seniors et de personnes atteintes d'un handicap ou d'une maladie chronique, la courbe s'aplatit et la saturation hospitalière est évitée. Pour éviter que le nombre de morts dépasse les 30 000, il faudrait protéger toutes ces personnes vulnérables durant 38 semaines… jusqu'au 8 février 2021 ! Mais si les autorités se contentaient de protéger 75 % des plus fragiles (ce qui représenterait tout de même 12 millions de personnes), la France pourrait traverser la crise sanitaire sans saturer ses hôpitaux. Les épidémiologistes concluent : « La protection des personnes vulnérables est la clé pour préserver le système de santé et éviter un reconfinement. »

« Le problème, c'est que cela a été écarté alors que c'est la meilleure des choses à faire, commente Martin Blachier, médecin spécialiste en santé publique et dirigeant de Public Health Expertise. En Allemagne, l'épidémie repart. En Corée, les gens vivent en pseudo-confinement, à deux mètres les uns des autres. En Suède, les médecins ont regretté de n'avoir pas isolé les seniors. Tout montre que la distanciation physique et la protection des publics fragiles sont capitales. Mais la décision de différencier la population est très politique. »

Emmanuel Macron avait fait savoir à la presse qu'il ne voulait pas de « discrimination » des seniors lors du déconfinement, mais des « recommandations »

Discrimination. Edouard Philippe n'a pas fait mention hier des plus vulnérables. Peut-être parce que le 17 avril, Emmanuel Macron avait fait savoir à la presse qu'il ne voulait pas de « discrimination » des seniors lors du déconfinement, mais des « recommandations ».

L'Elysée avait voulu couper court aux avertissements devant des sénateurs du professeur Jean-François Delfraissy, selon qui « les personnes d'un certain âge, de 65 ou 70 ans » devraient « continuer le confinement ». Emmanuel Macron enterrait ainsi une perspective qu'il avait lui-même ouverte, face aux Français, dans son allocution du 13 avril : « Pour leur protection, nous demanderons aux personnes les plus vulnérables, aux personnes âgées, en situation de handicap sévère, aux personnes atteintes de maladies chroniques, de rester, même après le 11 mai, confinées, tout au moins dans un premier temps. »

Mardi, Edouard Philippe, pris entre les injonctions du président de la République et les modélisations alarmistes des scientifiques, s'est ménagé une voie de sortie : si les indicateurs ne sont « pas au rendez-vous », a-t-il prévenu, le déconfinement n'aura pas lieu le 11 mai, ou alors « plus strictement ».